

26 mai 1990 Six morts...piétinés par balles

Retour sur les tristes souvenirs de la naissance du Social Democratic Front à Bamenda, il y a 25 ans.



A la faveur du contexte d'ouverture qui prévaut presque partout dans le monde, Ni John Fru Ndi, promoteur au début des années 70 du réseau des librairies Ebibi Group of Bookshops, entend lancer officiellement son parti politique à Bamenda. Il est plus connu pour avoir essayé, sans succès, de briguer un siège à l'Assemblée nationale au sein du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc-parti au pouvoir), en 1988. Dans l'intervalle, il est battu par Simon Achidi Achu dans la course à la présidence de la section Rdpc de la Mezam. L'idée du Sdf s'est déjà ficelée. Le programme de lancement prévoit, le 26 mai 1990, à partir de 14h, une marche qui partira du rond-point Liberty Square (City Chemist) au stade municipal de Mankon à Bamenda, où des discours sont programmés, ainsi que la distribution du Manifeste du Sdf.

Les autorités administratives et sécuritaires redoutent un bain de sang. La veille, John Ngu Foncha et le recteur du séminaire catholique de Bambui, rencontrent John Fru Ndi pour le convaincre de renoncer à son projet, sans succès. Le gouvernement interdit tout rassemblement public et ordonne la fermeture de toutes les places du marché à Bamenda. Dans la foulée, les forces de l'ordre, armées jusqu'aux dents, sont déployées dans toute la capitale provinciale [ancienne terminologie] du Nord-Ouest, notamment à la Commercial Avenue qui sera empruntée par les manifestants. Mais, elles ignorent que le lancement

en question est prévu à Ntarinkon Park, avec un grand meeting au menu. La foule est évaluée à plusieurs milliers de personnes. Le discours de John Fru Ndi y est très attendu. « *Ce jour marque d'une pierre blanche, l'histoire du combat pour la démocratie au Cameroun. Vous êtes si nombreux ici aujourd'hui, non seulement parce que vous croyez en la démocratie, mais aussi et surtout parce que vous êtes déterminés à assurer sa pérennité au Cameroun* », déclare-t-il. Le ton est donné pour la nouvelle aventure. Les premiers mots font frémir quelques incrédules.

Bilan lourd

Le Chairman en rajoute aux craintes : « *Ne vous faites pas d'illusions et ne vous laissez pas bernier par qui que ce soit, quelque soit son statut social. La démocratie n'a jamais été servie à un peuple sur un plateau en argent* ». Après le rassemblement de Ntarinkon Park, des vagues de manifestants comment à rentrer dans leur domicile respectif. Face à cette foule, les forces de l'ordre qui ont pris position à la Commercial Avenue paniquent et ouvrent le feu. Le bilan est lourd. Six morts sont enregistrés : Edwing Jatop Nfon (couturier), Fidelis Chosi Mankam (meunier) et quatre étudiants, à savoir Mathias Tifuh Teboh, Christopher Fombi Asanji, Juliette Sikod et Evaristus Toje Chatum. Les corps sont conduits à la morgue de l'hôpital provincial à Bamenda. Le témoignage de John Ngu Foncha, de regrettée mémoire, seul autorisé à voir les corps, est expressif : « *Je suis allé personnellement à l'hôpital voir les victimes : trois d'entre elles présentaient des blessures par balles à l'omoplate, une avait une blessure à la clavicule, une autre présentait un trou occasionné par une balle autour des fesses et une autre victime avait des blessures par balles aux pieds...* » Après identification, les corps sont remis aux familles pour inhumation. Le combat contre les forces conservatrices ne s'arrête pas pour autant. Entre mai 1990 et janvier 1991, un groupe de volontaires appelés Hunting Dogs [les chiens de chasse] mis sur pied par les "pères-fondateurs" du Sdf parcourent le Cameroun pour implanter ce parti. Le 3 février 1991, le Sdf organise une assemblée constituante. Une représentation nationale voit le jour sous l'appellation de Comité exécutif national. Les réunions qui précèdent l'avènement du Sdf sont organisées dans des endroits tenus secrets. Des témoignages révèlent que, le 11 novembre 1989, les premiers accords officiels pour la formation du Sdf sont initiés lors d'une réunion convoquée par Ni John Fru Ndi au Presbyterian Church Centre à Bamenda. John Fru Ndi bénéficie de la collaboration de plusieurs personnalités : Révérend D.S. Gana, de regrettée mémoire, responsable de ce centre à l'époque. On parle également des feus Siga Asanga, Clément Ngwasiri et Albert Mukong, Gemuh Akuchu, Justice Nyo Wakai, Vincent Feko, Carlson Anyangwé, James Mba-Akhu Banga, Aloysius Tebo et Alfred Azefor.

L'un des compagnons du «*Study Group 89*», Zacharias Tah, a jeté l'éponge parce que les autres ont rejeté sa proposition de consulter au préalable Salomon Tandeng Muna. Il était question, au cours des premières assises de ce Groupe, de rédiger un mémorandum en direction de l'Organisation des nations unies (Onu) pour dénoncer la « *marginalisation de la minorité anglophone au Cameroun* ». Le 1er décembre 1989, le même groupe poursuit sa réflexion à la résidence de Siga Asanga au quartier Bastos à Yaoundé. Reste que, le 17 février 1990, l'étape décisive est attendue à Ntarinkon à Bamenda, au domicile privé de Ni John Fru Ndi. Le «*Study Group 89*» opère un revirement, en battant en brèche l'option de départ qui tendait à saisir l'Onu, au profit de la formation d'un parti politique. On l'explique par le fait que des missions diplomatiques basées à Yaoundé «*demandaient au groupe de clarifier son statut et d'apporter des précisions sur sa direction*». Les membres du groupe s'accordent pour dire que les mots "social" et "démocratie" doivent transparaître du nom à donner au parti. Lors de la réunion du 17 février 1989, Justice Nyo Wakai présente un article intitulé : «*The New Social Order for Cameroon*», qui servira de document de base pour le Manifeste du Sdf. A la même réunion, MM. Mukong et Feko informent le Groupe de la tenue à Douala d'une initiative identique menée par Me Yondo Black. Les deux proposent alors d'inviter le groupe de Douala à se joindre à celui de Bamenda, mais leurs pairs du Sdf ont peur qu'une pareille démarche ne débouche sur des fuites d'informations. La distance est prise, même si MM. Mukong et Feko gardent le contact avec le groupe de Douala. Le samedi 4 avril 1990, le «*Groupe de Bamenda*» se retrouve une fois de plus à la résidence de Clément Ngwasiri à Yaoundé, et met une dernière touche sur le Manifeste du Sdf.

Dans la matinée du 16 mars 1990 à Ebibi Book Centre à Bamenda, Ni John Fru Ndi et Siga Asanga apposent leur signature pour l'enregistrement du Sdf, en application de la loi de 1967 sur les associations. Les documents sont officiellement remis au préfet de Mezam. Ce dernier devait les transmettre au ministre de l'Administration territoriale (Minat). Le gouvernement est sous le choc, surtout que le dossier est délicat et brûlant. Le Minat, Ibrahim Mbombo Njoya, n'en parle pas, encore moins le gouverneur de la province du Nord-Ouest, Magloire Nguimba et le préfet du département de Mezam, Emmanuel Tabi Arampe. Ils agissent par l'entremise du sous-préfet de Bamenda, Augustin Tchoussanou. La panique s'installe dans le camp des gouvernants, qui menacent de ne pas légaliser le Sdf au motif que son dossier n'est pas complet. Le 15 mai 1990, John Fru Ndi au nom du Sdf, fait publier un communiqué de presse annonçant le lancement du Sdf pour le samedi 26 mai 1990. L'aventure se poursuit.

Michel Ferdinand

<http://mutations-online.info/2015/05/22/26-mai-1990-six-mortspietines-par-balles/>